

*Asia and China In the Global Economy*, Yin-Wong CHEUNG et Guonan MA (dir.), 2011, Singapore, World Scientific Publishing, 400 p.

Raúl Bernal-Meza et Donatela Orsi

Volume 44, numéro 3, septembre 2013

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1021150ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1021150ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bernal-Meza, R. & Orsi, D. (2013). Compte rendu de [*Asia and China In the Global Economy*, Yin-Wong CHEUNG et Guonan MA (dir.), 2011, Singapore, World Scientific Publishing, 400 p.] *Études internationales*, 44(3), 510-512. <https://doi.org/10.7202/1021150ar>

et parce qu'elle permet de mesurer le degré d'implication des États dans la résolution d'un problème ponctuel à partir des données quantifiables, elle aurait pu être mise à profit pour vérifier l'opérationnalité de la théorie des complexes de sécurité dans le contexte nord-américain.

Cyprien BASSAMAGNE MOUGNOK  
Hautes études internationales  
Université Laval

RÉGIONALISME ET RÉGIONS  
*Asie*

**Asia and China  
In the Global Economy**

*Yin-Wong CHEUNG  
et Guonan MA (dir.), 2011, Singapore,  
World Scientific Publishing, 400 p.*

Ce livre, divisé en quatre parties thématiques – « macroéconomie ouverte et mécanisme de transmission », « débat sur l'évaluation du renminbi », « internationalisation des devises et marchés financiers » et « demande extérieure et relance budgétaire » – et comprenant 13 chapitres rédigés par 33 auteurs, analyse la performance économique des pays asiatiques au cours des dernières années. Bien qu'il mette l'accent sur la Chine, il évoque également les cas du Japon et de l'Inde.

L'une des principales préoccupations, en filigrane dans l'ouvrage, concerne la monnaie chinoise (renminbi, RMB) : est-elle ou non dévaluée par rapport au dollar et comment cette situation affecte-t-elle les pays en développement et, fondamentalement, les pays développés ?

Une partie des travaux cités par les auteurs révèle que la monnaie

chinoise a été dévaluée au cours des dix ou quinze dernières années. En utilisant le modèle Balassa-Samuelson (1964), Vikas Kakkar, Isabel Yan et Vincent Yip confirment que le taux de change réel entre la Chine et les États-Unis est proche de sa valeur d'équilibre depuis la fin 2003, malgré des périodes de désalignement systématique et significatif.

Depuis la crise financière asiatique (1997-1998), l'économie chinoise a dû faire face à trois problématiques liées à sa politique financière internationale : 1) la réforme du sous-système monétaire international, 2) la promotion de la coopération financière régionale et 3) l'internationalisation du RMB. Cette dernière question ne figurait pas dans les plans d'action chinois avant la crise financière mondiale de 2008-2009. Parmi tous les défis qui se posent à la Chine, l'internationalisation de sa monnaie est le seul pour lequel elle peut décider en toute souveraineté sans être contrainte par des conditions externes échappant à son contrôle. Les questions soulevées sont alors : Pourquoi la Chine devrait-elle internationaliser sa monnaie ? Quelles pourraient en être les conséquences négatives ? Comment ce processus devrait-il être mis en œuvre ?

Dans une perspective comparative, Shinji Takagi examine l'expérience du Japon et son intention d'internationaliser sa monnaie entre 1984 et 2003. Il s'interroge sur le rôle de la politique gouvernementale japonaise dans la réalisation de cet objectif d'internationalisation de la monnaie. L'histoire du Japon lui permet de conclure que chercher à imposer mondialement une monnaie clé ne peut

être un objectif réalisable de politique publique nationale pour aucun pays.

Un autre sujet de préoccupation, circonscrit à la région asiatique, est celui inhérent aux décisions chinoises en matière de politique économique et à ses effets directs sur d'autres pays, notamment en Asie du Sud-Est, mais également au Japon. Bien que l'évaluation de cette relation soit positive étant donné qu'elle a facilité une reprise rapide après la crise de 2008, l'interrogation persiste quant au scénario régional en période de graves crises et en termes d'impact sur les voisins de la Chine.

Plusieurs auteurs abordent l'étonnante et rapide reprise économique de la Chine après la dernière crise et analysent sa dépendance aux exportations mondiales et en quoi cela affecte l'économie internationale en période de crise.

Évaluer l'impact des exportations a des implications importantes, tant pour la Chine que pour la région. La crise et l'effondrement du marché commercial ont affecté la demande en matière d'exportations ainsi que l'économie chinoise. Les autorités chinoises ont mis en œuvre des mesures monétaires, fiscales et réglementaires pour renforcer la demande intérieure et amortir l'impact sur le secteur externe.

La Chine, l'Inde et le Japon offrent des expériences intéressantes à ce sujet. En 2008, le monde a vécu l'une de ses pires crises économiques. Cependant, les pays asiatiques ont connu une reprise rapide et robuste. De nombreux économistes en concluent que les économies asiatiques étaient mieux préparées pour faire face aux crises internationales dans un contexte très mondialisé. L'une des hypothèses

proposées par les économistes pour expliquer cette excellente performance en temps de crise est le « trilemma » : un État ne peut jamais choisir que deux des trois objectifs suivants : indépendance monétaire, stabilité du taux de change et intégration financière. Selon les taux d'Aizenman, les économies asiatiques affichent un développement très équilibré des trois indices depuis 1980. Cette situation ne se retrouve pas dans d'autres groupes de pays, qu'ils soient industrialisés ou en voie de développement.

L'économie indienne a quant à elle été l'une des plus sages dans le monde au cours des deux dernières décennies (eu égard à la croissance du PIB). Sa croissance rapide a été facilitée par un processus privilégiant les marchés comme mécanisme pour situer les ressources plutôt que les mécanismes de régulation. L'investissement privé a été l'un des principaux facteurs de la croissance indienne.

Parmi les expériences d'autres pays, Xiao Xiao, Lihua Tang, Shuzhan Zhou et Jie Li étudient comment la dévaluation compétitive dans une petite économie ouverte a plus de chance de se produire lorsqu'une plus grande économie régionale entreprend une dévaluation, ce qui n'est pas le cas inversement. Dans les économies de l'Asie du Sud-Est, cette particularité a été qualifiée de « facteur chinois » dans la mesure où, par rapport au marché extérieur, la taille relative du marché intérieur est un élément déterminant dans l'existence de ce facteur. Les auteurs présentent un modèle mathématique basé sur la théorie centre-périphérie qui vise à analyser la différence de bien-être d'un pays périphérique en situation de dévaluation ou de non-dévaluation

quand son concurrent régional déprécie sa monnaie face au pays du « centre ».

Devenue la deuxième économie mondiale, la Chine voit son importance et son influence sur les relations économiques et financières internationales augmenter de plus en plus. De ce point de vue, la contribution des auteurs aide à comprendre les décisions antérieures et les défis actuels dans la région Asie-Pacifique.

Le livre se focalise sur la réalisation d'analyses économiques et financières et chacun des auteurs mobilise un vaste réseau d'indicateurs pour appuyer son hypothèse, ce qui fait de l'ouvrage une bonne contribution pour les spécialistes, mais le rend plus complexe pour les lecteurs ne disposant pas de connaissances avancées quant à l'utilisation des outils économétriques.

*Raúl BERNAL-MEZA  
et Donatela ORSI*

*INTE-Universidad Arturo Prat, Chili  
et Universidad nacional del Centro, Argentine*

## RÉGIONALISME ET RÉGIONS Europe

### **The European Neighbourhood Policy's Challenges / Les défis de la politique européenne de voisinage**

*Erwan LANNON (dir.), 2012,  
Bruxelles, Peter Lang, 491 p.*

Sur ses flancs sud et est, l'Union européenne (UE) n'a que des pays voisins qui posent problème. Ils sont rarement démocratiques et peu respectent l'état de droit, les droits de la personne ou ceux des minorités. De plus, ils sont généralement pauvres et socialement injustes. À cela s'ajoute que nombre

d'entre eux ont connu ces dernières années des conflits (Syrie, Libye, Égypte, Tunisie, Israël, Palestine, Géorgie). Quant aux autres États, ils gardent encore en mémoire les guerres des décennies précédentes (Algérie, Maroc, Liban, Moldavie, Arménie, Azerbaïdjan).

D'énormes défis se posent à l'UE dans ce voisinage instable. Pour y répondre, cette dernière a développé ce qu'elle nomme la Politique européenne de voisinage (PEV). Celle-ci, entamée en 2004, vise à améliorer ses relations avec tous ces pays. Initialement, la PEV ne visait que les États à l'est des nouvelles frontières de l'UE après les élargissements de 2004 et 2007 (Biélorussie, Ukraine et Moldavie). La PEV a cependant été étendue aux pays du Caucase méridional (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie) ainsi qu'au partenariat euro-méditerranéen (Algérie, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Maroc, Autorité palestinienne, Tunisie, Syrie). Les pays des « Balkans occidentaux » et la Turquie ne rentrent pas dans ce concept puisque l'UE a reconnu leur vocation potentielle à devenir membres.

Le but de la PEV est d'appuyer les réformes politiques et économiques dans les pays susmentionnés en vue de promouvoir la paix, la stabilité et la prospérité économique. Elle vise à développer une approche cohérente, tout en tenant compte de la spécificité de chacun des ces États. Il s'agit donc d'un défi colossal, et force est de constater que les résultats sont plus que décevants. En effet, à la suite des troubles dans le monde arabe, de la guerre entre la Géorgie et la Russie et du recul démocratique en Ukraine, le voisinage de l'UE apparaît encore